



**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité – Dignité – Travail**

**=============**

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET**

**==============**

**PROJET D’INVESTISSEMENT ET DE COMPETITIVITE DES ENTREPRISES POUR L’EMPLOI (I-COMPETE)**

**(P176274/D.9900)**

**==============**

**TDR I-COMPETE\_RTC 1 n°001 30-07-2024**

|  |
| --- |
| **TERMES DE REFERENCE :**  **POUR LE RECRUTEMENT D’UN CABINET LOCAL DE CONSULTANCE CHARGE D’ACCOMPAGNER LES AGENCES PARTENAIRES DANS LE CADRE DU PLAN D’URGENCE DU PROJET** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé du programme | Projet d’Investissement et de Compétitivité des Entreprises pour l’Emploi (ICOMPETE) | |
| Code du projet | | P176274 | |
| Code Accord de Don | | D9900 | |
| Acte juridique | | Convention de financement du 19 mai 2022 | |
| Financement | | Banque Mondiale | |
| Maitre d’Ouvrage | | Ministère des Finances et du Budget/UGP | |
| Période de mise en œuvre | | 2022-2027 | |

**jUILLET 2024**

1. **INTRODUCTION**
   1. Contexte du projet

Depuis son indépendance en 1960, la République Centrafricaine (RCA) a été soumise à des cycles de conflit prolongés. La crise de 2013 a été particulièrement violente et a provoqué un grave ralentissement économique avec une contraction estimée à 36 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Même avant la crise de 2013, le revenu par habitant était en baisse. Le PIB par habitant a presque diminué de moitié depuis l'indépendance, passant de 599 $ US en 1960 à 566 $ US en 2012 et à 385 $ US en 2017.

L'économie centrafricaine se remet de la crise de 2013. Le portefeuille pays de la Banque Mondiale s'élève à environ 780 millions de dollars US, soit l'équivalent de 35 % du PIB du pays. L'investissement privé augmente, principalement autour de la grande région de Bangui où la situation sécuritaire est plus stable, s'appuyant sur la demande accrue de services tels que l'accueil, la restauration/le commerce de détail, le transport et la construction. L'espace budgétaire de la RCA reste extrêmement limité et la mobilisation des recettes intérieures est très faible, en partie en raison de la petite taille du secteur privé.

Le ralentissement économique comme dans d'autres parties de la région, a provoqué un chômage généralisé, une contraction des marchés intérieurs et une diminution des liquidités.

L'État est de plus en plus conscient de la nécessité pour le secteur privé de créer des emplois, d'investir et de se développer, mais fait face à de nombreux défis pour le réaliser. Compte tenu de ses graves contraintes de capacités institutionnelles et financières, l'État s'appuie fortement sur la Banque Mondiale et d'autres bailleurs internationaux pour fournir des appuis nécessaires en vue d’appuyer les décisions politiques, aider le gouvernement à améliorer l'environnement des affaires et renforcer les institutions publiques dont les entreprises ont besoin pour fonctionner.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République Centrafricaine a sollicité et obtenu auprès de la Banque Mondiale un financement d’un montant de 30 millions de USD pour appuyer le développement du secteur privé, à travers le financement du projet d’Investissement et de Compétitivité des Entreprises pour l’Emploi (ICOMPETE). Les objectifs définis dans ce projet sont de mettre en œuvre des réformes pour faciliter les investissements, améliorer l’accès au crédit et enfin, soutenir les PME et les jeunes travailleurs. Le projet financera des réformes, mais également la mise en place d’un fonds de garantie de crédit partiel et la formation des jeunes apprentis.

* 1. Objectif du projet

Les objectifs fixés dans ce projet sont entièrement conformes à ceux du Gouvernement dans la phase de la crise post-électorale de 2020, en particulier l’appui stratégique du pilier 3 (Promouvoir le relèvement et la relance du secteur productif) du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA).

Ce projet s’aligne également sur la stratégie de la Banque Mondiale qui s’engage à promouvoir le secteur privé véritable vecteur de création de richesse et de réduction de la pauvreté, en ciblant les réformes qui visent à favoriser l’investissement, améliorer l’accès des PME au crédit et soutenir les PME et les jeunes travailleurs à travers la formation des apprentis.

Permettre l’investissement, l’amélioration de l’accès au crédit et l’appui au PME et la formation visent à accroitre les ressources publiques et absorber une partie de la main d’œuvre non qualifiée.

**Le Projet a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des réformes pour permettre l’investissement, améliorer l’accès au crédit et soutenir les PMEs ciblées et renforcer les capacités des jeunes travailleurs.**

* 1. Les composantes du projet

Ainsi, les composantes du projet sont résumées dans le tableau qui suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Résumé des composantes** | **Sous Composantes** |
|  |  |
| **Composante 1** :  **Réformes et facilitation de l’investissement** | Conception et la mise en œuvre de réformes par le Dialogue Public-Privé |
| Renforcement des capacités des organisations publiques participant au développement du secteur privé. |
| Facilitation de l’investissement privé. |
| **Composante 2** :  **Accès au crédit** | Mise en place du mécanisme de garantie partielle du crédit |
| Support à la mise en œuvre |
| Capitalisation |
| **Composante 3** :  **Soutien aux entreprises et aux travailleurs** | Plateforme d’information de sous-traitance des contrats |
| Assistance technique aux PME |
| Soutien aux intrants des PME |
| Formation pro + Apprentissage + soutien aux PME accueillantes des apprentis |
| Formation Entreprenariat + soutien aux nouvelles AGR |
| **Composante 4** :  **Soutien à la mise en œuvre** | Management du projet, coordination et soutien à la mise en œuvre |
| Management financier du projet |
| Passation de marchés |
| Suivi et évaluation |
| Engagement des citoyens, communication |

Pour la mise en œuvre du projet, des conventions de partenariat ont été signées en mai et juin 2024 par l’UGP avec une dizaine d’entités nationales. Il ressort de l’exploitation de ces dix conventions de partenariat, qu’environ deux cent dix-huit sous-activités, à travers quarante et quatre (44) grandes activités, ont été identifiées et retenues pour être mises en œuvre pendant la durée du projet I-COMPETE.

Compte tenu du retard accusé à ce jour pour l’exécution technique du projet ICOMPETE, d’une part, et des difficultés de qualification des agences d’exécution dans certains domaines de compétences, d’autre part, l’UGP, de commun accord avec la Banque mondiale, a décidé de mettre en place un plan d’urgence pour la mise en œuvre d’un certain nombre de sous-activités ne nécessitant pas, dans un premier temps, un appui de consultants.

C’est ainsi qu’une soixantaine de sous-activités a été identifiée en partenariat avec les dix Entités/Agences d’exécution pour être mise en œuvre dans les trois prochains mois, de juillet à septembre 2024. Pour ne pas compromettre la bonne exécution de certaines de ces sous-activités, il s’est avéré nécessaire de mobiliser localement un cabinet/bureau d’études capable de fournir les profils de Consultants souhaités afin d’appuyer les partenaires à réaliser convenablement leur convention.

C’est donc à ce titre que l’Unité de Gestion du Projet d’Investissement et de Compétitivité des Entreprises pour l’Emploi (ICOMPETE) envisage de recruter un cabinet d’études local capable de mettre à sa disposition des Consultants dans neuf (9) domaines/profils précis pour appuyer les cinq (5) des dix (10) agences dans la mise en œuvre de leur plan d’urgence.

1. **Objectif général, objectifs spécifiques et Résultats attendus des Termes de Références**
   1. **Objectif général**

Les présents TDRs ont pour objectif général de définir et de fixer les conditions ainsi que les modalités de recrutement d’un cabinet/bureau d’études local pour la mise à disposition de l’UGP des Consultants devant appuyer les cinq (5) agences d’exécution qui en ont exprimé le besoin pour la mise en œuvre de leur plan d’urgence.

Il s’agit de : (i) CAPMEA, un (1) consultant, (ii) GICA, deux (2) consultants, (iii) MPMEPSP, deux (2) consultants, (iv) PLAMFE-RCA, trois (3) consultants, et (v) UNPC, un (1) consultant.

* 1. **Objectifs spécifiques des TDRs**

Spécifiquement, il s’agit de :

* Définir le nombre et le profil des Consultants à mobiliser par le cabinet à recruter ;
* Fixer les critères et les exigences du cabinet à recruter ;
* Définir les missions et tâches du cabinet/bureau d’études ;
* Fixer les durées de mission de chaque Consultant qui sera mis à disposition ;
* Enumérer les pièces à fournir pour le dossier de candidatures ;
* Définir les conditions d’intervention du cabinet ;
* Clarifier le processus et les étapes de sélection des prestataires ;
  1. **Résultats attendus des TDRs**

Il est également attendu des TDRs les résultats suivants :

* Le nombre et le profil des Consultants à mobiliser sont définis ;
* Les critères et les exigences du cabinet à recruter sont fixés ;
* Les missions et tâches du cabinet ou bureau d’études sont définies ;
* Les durées de mission de chaque Consultant sont fixées ;
* Les pièces à fournir pour le dossier de candidatures sont énumérées ;
* Le processus et les étapes de sélection des prestataires sont clarifiés.

1. **Objectifs spécifiques et résultats attendus de la mission du Cabinet**

L'objectif de la mission du Cabinet/Bureau d’études est donc de doter le Projet ICOMPETE de Consultants pour la réalisation des activités de ses partenaires d’exécution.

Plus précisément, le Cabinet devra être en capacité :

* De proposer les meilleurs consultants très rapidement ;
* De remplacer au pied levé le(s) Consultant(s) rendu(s) indisponible(s) en cours de mission ;
* De faire le suivi à temps et à contretemps de la prestation des Consultants ;
* De transmettre les rapports de missions des Consultants mobilisés ;
* De rédiger le rapport global de la mission ;

Le résultat principal attendu de la mission à confier au cabinet est la mise à disposition de l’UGP des Consultants lui permettant de satisfaire les besoins des agences d’exécution. Cela permettra également aux agences de dérouler facilement et rapidement les activités du projet afin d’atteindre ses indicateurs de résultat.

1. **Profil du Cabinet et dossier de candidature**

Le prestataire peut être un cabinet, un bureau d’études, un centre de formation, une association, une ONG ou toute autre structure capable d’assurer la prestation sollicitée.

Il doit disposer d’un pool de Consultants complets et compétents dans les domaines de la formation, de l’entrepreneuriat, de la banque et finance, de l’informatique, des statistiques et du travail.

Le prestataire doit remplir les conditions suivantes pour faire acte de candidature :

* Une bonne expérience en matière de développement du secteur privé (réformes, facilitations des investissements, appui aux entreprises, formation des travailleurs et des jeunes désœuvrés) ;
* Une connaissance suffisante des lois, réglementations et normes en la matière en Centrafrique serait un atout. Cela inclut notamment les réglementations relatives à la sécurité sociale, à la formation professionnelle et à l’emploi ;
* Une parfaite maîtrise du français ;
* La connaissance du Sangô et de l’Anglais est un atout.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu’ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu’ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

A cet effet, ils doivent fournir un dossier indiquant les diverses qualifications et capacités techniques à réaliser la prestation (brochures/manuels, références concernant l’exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).

Chaque prestataire, en plus d’une lettre de soumission et des casiers judiciaires datant de moins de trois (3) mois de tous les consultants envisagés sur la mission, devra fournir :

* **Une offre technique comprenant :**
* Une note de compréhension des présents termes de référence (2 pages) ;
* Les références et expériences ;
* La constitution de l’équipe de mise œuvre de la mission et la répartition des responsabilités entre ses membres ;
* Les CV de tous les consultants envisagés sur la mission ;
* Le calendrier prévisionnel de la mission pour chaque Consultant ;
* Le plan d’organisation de la mission ;

1. **Description des profils des candidats**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Profils des Consultants** | **Effectif** | **Critères et exigences** | **Institutions de rattachement** |
| **1** | **Ingénieur en formation** | 2 | - Être titulaire d’un diplôme universitaire de niveau au moins BAC+5, en ingénierie de la formation, ingénierie pédagogique, sciences de l’éducation, gestion de projet, statistique, économie ou tout autre diplôme équivalent ;  - Avoir au moins huit (8) ans d’expérience professionnelle en tant que Spécialiste en ingénierie de la formation dont au moins cinq (5) ans dans une entreprise ou un établissement de formation professionnelle ; | 1. CAPMEA  2. PLAMFE-RCA |
| **2** | **Spécialiste en entrepreneuriat** | 3 | - Être titulaire d’un diplôme universitaire de niveau au moins BAC+5, en économie, sociologie, comptabilité-gestion, gestion de projet, statistique ou tout autre diplôme équivalent ;  - Avoir au moins huit (8) ans d’expérience professionnelle en tant que Spécialiste en entrepreneuriat dont au moins cinq (5) ans dans une entreprise ou un établissement/cabinet d’appui-conseil ; | 1. GICA  2. PLAMFE-RCA  3. UNPC |
| **3** | **Spécialiste du travail** | 1 | - Être titulaire d’un diplôme universitaire de niveau au moins BAC+5, en droit, économie, sciences sociales, sociologie anthropologie, gestion des ressources humaines, gestion d’entreprise, gestion de projet, statistique ou tout autre diplôme équivalent ;  - Avoir au moins huit (8) ans d’expérience professionnelle en tant que Spécialiste du travail dont au moins cinq (5) ans dans une entreprise ou un établissement/cabinet de GRH ; | 1. GICA |
| **4** | **Ingénieur en informatique** | 1 | - Être titulaire d’un diplôme universitaire de niveau au moins BAC+5, en ingénierie des systèmes informatiques et réseaux, maintenance informatique ou tout autre diplôme équivalent ;  - Avoir au moins huit (8) ans d’expérience professionnelle en tant que Spécialiste en ingénierie informatique dont au moins cinq (5) ans dans une entreprise ou un établissement/cabinet d’informatique ; | 1. MPMEPSP |
| **5** | **Ingénieur-statisticien** | 1 | - Être titulaire d’un diplôme universitaire de niveau au moins BAC+5, en ingénierie statistique, économie, sociologie, gestion comptabilité, mathématiques ou tout autre diplôme équivalent ;  - Avoir au moins huit (8) ans d’expérience professionnelle en tant que Spécialiste en ingénierie statistique dont au moins cinq(5) ans dans une entreprise ou un établissement ou cabinet de traitement des données ; | 1. MPMEPSP |
| **6** | **Spécialiste en banque finance** | 1 | - Être titulaire d’un diplôme universitaire de niveau au moins BAC+5, en économie, banque finance, statistique, gestion comptabilité ou tout autre diplôme équivalent ;  - Avoir au moins huit (8) ans d’expérience professionnelle en tant que Spécialiste en ingénierie bancaire et financière dont au moins cinq (5) ans dans une entreprise ou un établissement ou cabinet d’expertise en gestion financière et bancaire ; | 1. PLAMFE-RCA |
|  |  | 9 |  | **CINQ (5) ENTITES** |

1. **Compétences opérationnelles des Consultants**

Il est attendu des éventuels consultants les compétences opérationnelles suivantes :

* Bonnes capacités rédactionnelles ;
* Parfaite maîtrise des logiciels usuels de bureautique (Word, Excel, Access, PowerPoint, Publisher) et tout autres logiciels informatiques nécessaires ;
* Forte capacité d’organisation, rigueur et méthode ;
* Esprit de synthèse et de clarté ;
* Sens des relations humaines ;
* Sens de l’exposé ;
* Savoir faire preuve d’initiatives,
* Etre persévérant ;
* Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe ;
* Avoir un vrai sens du résultat, attester d'un solide esprit entrepreneurial et de fortes capacités d'analyse, être méthodique, organisé et rigoureux ;
* Être autonome avec une forte capacité d'encadrement et de bonnes qualités relationnelles, notamment savoir collaborer avec une diversité d’interlocuteurs ;
* Avoir un sens parfait de l’autorité, tout en étant courtois, disponible et patient ;
* Avoir un sens aigu du travail en équipe et savoir valoriser le potentiel de chaque membre, et avoir une grande capacité d’adaptation ;
* Être de bonne moralité et capable d’accepter les critiques afin de s’améliorer.

1. **Localisation**

Sous la responsabilité de la Coordination du Projet ICOMPETE, les Consultants(es) retenus(es) travailleront à Bangui au sein des entités demanderesses et en étroite liaison et coordination avec les Responsables des Composantes Techniques de l’UGP.

Les Consultants(es) seront logés(es) dans les agences d’exécution. Le Cabinet retenu mettra à leur disposition les matériels et moyens nécessaires à l’exercice de leur mission.

Aucun jeton de présence aux différentes commissions ou sous-commissions auxquelles ils ou elles seront appelés(es) à participer ne pourra être perçu.

1. **Durée du contrat**

La durée du contrat avec le cabinet est de trois (3) mois et dépendra de l’étendue de prestation des différents Consultants mobilisés et donc de la mission. Elle sera définie lors de la négociation du contrat et la validation du document de cadrage de la mission.

1. **Procédure et méthode de sélection**

La procédure de sélection sera conduite conformément au point 7.11 de la section VII du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d’Investissement de la Banque Mondiale de Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Les candidatures seront évaluées par un Comité de sélection sur la base de l’analyse des pièces du dossier et de leur conformité aux critères et niveaux d’exigence décrits IV ci-dessus selon les critères d’évaluation et du système des points suivants :

* Expérience en matière de développement du secteur privé;
* Note de compréhension des termes de référence de la mission;
* Les CV de tous les consultants envisagés pour la mission;
* Expériences similaires du Cabinet;
* Plan d’organisation de la mission;
* Constitution de l’équipe de mise en œuvre de la mission et la répartition des responsabilités entre ses membres;

Les candidatures seront déposées au plus tard le 14 août 2024 sous pli fermé en trois exemplaires (un original et deux copies) avec la mention « Candidature pour le recrutement d’un cabinet devant fournir des Consultants pour le compte du Projet ICOMPETE » à l’adresse de :

**Monsieur le Coordonnateur du Projet d’Investissement et de**

**Compétitivité des Entreprises pour l’Emploi (ICOMPETE)**

**Premier Arrondissement de la ville de Bangui, Rue POITOU (à côté de l’Alliance Française de Bangui)**

**Email :** [**festusbakassa@gmail.com**](mailto:festusbakassa@gmail.com)**/bekoundou.icompete@gmail.com**

**Tél : + 236 72 22 46 30 / 75 20 18 71.**

Fait à Bangui, le

**Le Coordonnateur du Projet**

**David Festus BAKASSA-GUENGANDO**